

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

SECRETARIAT GENERAL

PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET
COMMUNAUTÉS RÉSILIENTES

UNITÉ DE GESTION



PROLOG
DÉVELOPPEMENT LOCAL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT GENERAL

LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT
COMMUNITIES PROJECT

MANAGEMENT UNIT

NOM DU PAYS : République du Cameroun

NOM DU PROJET : Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes (PROLOG)

CREDIT IDA : N° 72130-CM

INTITULE DE LA MISSION : Recrutement d'un Expert Social au sein de l'Unité de Coordination Régionale (UCR) de l'Extrême-Nord du Projet Gouvernance Locale et Communautés Résilientes.

AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET

N° /ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/CA-SPM/2026 DU
POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT SOCIAL AU SEIN DE L'UNITE DE COORDINATION REGIONALE
(UCR) DE L'EXTREME-NORD DU PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pour soutenir le Cameroun dans ses initiatives de gestion des risques d'aggravation de la violence, ainsi que sa politique de décentralisation, la Banque Mondiale a accordé au Gouvernement du Cameroun un financement sous forme de prêt à hauteur de 300 millions de dollars, soit environ 189, milliards de F CFA pour la mise en œuvre du Projet Gouvernance Locale et Résilience Communautaire (PROLOG). Ce projet combine l'appui à la décentralisation focalisée sur des engagements de développement tout en renforçant les capacités de résilience des communautés, notamment des ménages vulnérables impactés par les conflits.

L'objectif de développement du projet est d'améliorer l'accès des communautés aux infrastructures résilientes au changement climatique et de renforcer la capacité locale à gérer les ressources et à fournir des services. Pour atteindre cet objectif, le projet est articulé autour de quatre composantes :

Composante 1 : Amélioration des infrastructures communautaires et des services de base ;

Composante 2 : Amélioration du cadre de gouvernance à plusieurs niveaux et de la capacité des entités décentralisées à fournir des services ;

Composante 3 : gestion, suivi et évaluation du projet ;

Composante 4 : le CERC : Cette composante établira un fonds d'urgence qui pourra être déclenché en cas de crise d'origine humaine, de crise de santé publique ou de catastrophe naturelle, par la déclaration officielle d'une urgence nationale, ou sur demande officielle d'un des membres du gouvernement du Cameroun.

Les travaux d'infrastructures prévus dans le cadre du projet pourraient avoir des incidences négatives sur l'environnement ainsi que les riverains. Ceci appelle au respect des conformités au Cadre Environnemental de la Banque mondiale auquel est assujéti le présent Projet. A cet égard le Gouvernement du Cameroun a pris des mesures et actions qui permettraient de gérer efficacement les risques et impacts sociaux inhérents à ces travaux. Ces mesures et actions sont contenues dans le Plan d'Engagement Environnemental et Social du Projet (PEES).

Dans la perspective du suivi du respect des engagements environnementaux et sociaux, le MINDDEVEL souhaite recruter dans la région de l'Extrême-Nord un Expert Social qui travaillera au sein de l'Unité de Coordination Régionale avec résidence dans le chef-lieu de la Région.

II. ROLES ET RESPONSABILITES

Sous la supervision générale du Coordonnateur de l'UCR, et l'encadrement de l'Experte sociale de l'Unité de Coordination Nationale, et en collaboration avec les sectoriels au niveau de la Région, l'Expert social devra spécifiquement s'assurer du respect des prescriptions sociales liées à la mise en œuvre du projet. A cet effet, il sera chargé d'assurer les services ci-après :

- 1) Planification et coordination des diligences sociales

- Vérifier et apprécier l'effectivité, l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des mesures sociales préconisées dans le projet ;
- Superviser, en liaison avec l'Expert Environnemental Régional et même de l'UGP, l'exécution du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), des Procédures de Gestion de la Main d'œuvre (PGMO), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR)... ;
- Actualiser ou alors préparer, discuter, adopter, rendre public et mettre en œuvre tout plan de gestion sociale et/ou tout autre instrument requis pour chacune des activités du Projet sur la base du processus d'évaluation, conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun et aux directives sociales du Groupe de la Banque mondiale ;
- Assurer le ciblage des projets/sous-projets en étroite collaboration avec le/la spécialiste en sauvegardes environnementales pour déterminer si ceux-ci intègrent les mécanismes sociaux prévus dans le projet et/ou impliquent la préparation d'un plan de réinstallation des populations ;
- Préparer le cas échéant les Termes de Référence (TDR) pour l'élaboration des études et instruments de sauvegardes sociales, en liaison avec l'Expert Environnemental ;
- Identifier, le cas échéant, des groupes défavorisés et marginalisés (femmes, jeunes, réfugiés, déplacés internes, personnes âgées, personnes handicapées, etc.) et formuler des appuis spécifiques à apporter dans les domaines d'intervention du projet ;
- Assurer l'interface du projet avec les structures régionales des Ministères techniques intervenant dans le projet et les administrations/organisations impliquées dans la gestion des aspects sociaux ;
- Assurer la coordination du suivi des indicateurs des performances sociales des sous-projets en fonction de l'évolution de la problématique au niveau des zones du Projet ;
- Superviser en collaboration avec l'Expert environnemental, la gestion des plaintes, et les autres partenaires dans le cadre des différents Comités de gestion des plaintes mis en place au niveau régional (Conseil Régional et UCR), local (au sein des Communes) et communautaire (points focaux désignés) ;
- S'assurer que le système de gestion des plaintes du projet est vulgarisé et fonctionnel (dans la réception des plaintes et dans leurs traitements adéquats) et rapporter les résultats du système à la coordination du projet, aux experts de suivi-évaluation et aux bailleurs de fonds ;
- Signaler sans délai tout incident ou accident lié au Projet qui a et/ou est susceptible d'avoir des conséquences graves au plan social, les communautés affectées, le public ou les travailleurs, notamment les éventuels accidents graves liés au Projet ;
- Veiller à ce que les éventuels fournisseurs et les prestataires de service du projet fournissent des rapports de suivi mensuels à l'Unité de Coordination Régionale du Projet (UCR), portant aussi bien sur les activités techniques que sur les aspects ESSS ;
- Effectuer sans délai toute autre tâche administrative et de gestion en lien avec ses fonctions qui lui serait transmise par le Coordonnateur régional ou par les experts sauvegardes de l'Unité de Gestion du Projet.

2) En matière de mise en œuvre du PTBA

- S'assurer de la prise en compte des problématiques sociales dans le Plan de travail opérationnel de l'Unité de Coordination Régionale ;
- Participer à l'évaluation consolidée du Plan de travail opérationnel de l'UCR à la fin de chaque trimestre.

3) En matière de Surveillance et de suivi social :

- Veiller au respect des Normes environnementales et Sociales de la Banque Mondiale, ainsi que de la législation nationale en matière sociale et de genre lors de la réalisation des études dans le cadre de la mise en œuvre du PROLOG au niveau régional ;
- Procéder à l'identification d'impacts sociaux potentiels non suffisamment identifiés ou traités par les maîtres d'œuvre, les CTD/CREP ou les entrepreneurs et y apporter des mesures d'atténuation ;
- Appuyer l'UCR dans la validation des documents de sauvegarde sociale (réalisés par les consultants indépendants) en collaboration avec le Responsable des questions environnementales et les administrations concernées ;
- Veiller à l'intégration des prescriptions sociales dans les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et/ou Dossiers de demande de cotation (DDC), ainsi que dans le contrat des prestataires ;
- Veiller à l'intégration des mesures sociales d'atténuation et la prise en compte de leur coût dans le budget des sous-projets lors de l'élaboration des DAO ;
- Effectuer les missions de supervision sur le terrain en vue d'apprécier et d'évaluer l'effectivité de l'application des mesures de sauvegardes contenues dans les Plans de Gestion Environnementale (PGES), les Cahiers des Clauses Environnementales et Sociales (CCES), les Plans d'Hygiène, Santé et Sécurité (PHSS), du Plan d'intervention d'urgence, etc.
- Contribuer à la préparation technique des missions de supervision et de revue de la Banque Mondiale et répondre aux exigences requises à travers les aide-mémoires y relatifs ;

- Participer à la validation des rapports mensuels des maîtres d'œuvre en matière sociale.
- 4) Production des rapports / livrables attendus :
- Produire les rapports trimestriels sur la performance environnementale et sociale du Projet au niveau de l'UCR, en collaboration avec le Responsable des questions environnementales ;
 - Examiner les rapports de suivi social des sous-projets produits par les entreprises ;
 - Développer un système d'alerte et attirer l'attention du Coordonnateur de l'UCR sur les retards constatés dans la mise en œuvre des rapports prescrits selon les instruments de sauvegardes sociales ;
 - Vérifier et contrôler la mise en œuvre des conditions et charges liées à la remise en état des sites dans les documents contractuels ;
 - Suivre et évaluer les performances des acteurs institutionnels sur les aspects sociaux.

III. PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHE

- Être détenteur(trice) d'un diplôme d'études supérieures (BAC + 5 ans) en sciences sociales, développement social local, gouvernance ou toute autre discipline similaire ;
- Justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle pertinente dans la gestion des questions sociales, notamment dans les activités de développement en zones rurales basée sur l'approche participative, l'analyse du milieu, la promotion féminine, l'emploi des jeunes, la prise en compte des groupes les plus vulnérables, etc. ;
- Avoir une bonne connaissance et expérience d'au moins trois (03) ans dans des projets de développement mis en œuvre conformément aux politiques de sauvegardes de la Banque mondiale, aux normes environnementales et sociales de performance de la Banque mondiale ou de tout autre bailleur de fonds international et institutions de développement internationales (BAD, BEI, AFD,) et aux directives sociales ;
- Avoir suivi la formation en ligne sur le Nouveau Cadre de Gestion Environnementale et Sociale de la Banque mondiale ;
- Avoir une expérience dans l'analyse et la gestion des risques et impacts sociaux ;
- Être familiarisé(e) avec les textes juridiques nationaux et internationaux applicables en matière de sauvegardes sociales.
- Avoir une expérience dans le secteur de la gouvernance et du développement local ;
- Avoir une bonne connaissance des outils informatiques standards (Word, Excel, Powerpoint, Internet...);
- Être apte à travailler sur le terrain ;
- Être capable de travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir une maîtrise parfaite du Français (parlé et écrit) et pouvoir communiquer de façon satisfaisante en Anglais ;
- Avoir une bonne capacité de rédaction, expérience dans la tenue de consultations publiques et facilité à s'exprimer et à restituer de manière simple et claire autour de la problématique de l'intégration des jeunes et des groupes défavorisés ;
- Avoir une bonne compréhension des concepts de cohésion sociale, du contrat social et de l'inclusion sociale des couches vulnérables dans la mise en œuvre des projets ;
- Avoir d'excellentes connaissances du milieu rural camerounais et être capable de voyager dans les zones reculées du pays.
- Atouts
 - La maîtrise des langues locales populaires (fulfulde, arabe...) ;
 - Avoir une expérience dans un projet d'infrastructures ;
 - Avoir une expérience sur les questions de genre et inclusion sociale.

IV. DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTATION

Le ou la candidat(e) retenu (e) sera recruté (e) sur la base d'un contrat à durée déterminée conformément aux dispositions du décret 2021/7341/PM du 13 octobre 2024 fixant les règles régissant la création, l'organisation et le fonctionnement des programmes et projets de développement. La durée du contrat sera de deux (02) ans éventuellement renouvelables sur la durée du projet avec une période probatoire de quatre (04) mois. Le renouvellement ne pourra intervenir que si les états de service sont satisfaisants pour le Projet et pour la Banque Mondiale. L'évaluation de la performance du chaque consultant recruté se fera annuellement sur la base de contrats de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés et ce, à partir du 4^{ième} mois (fin de la période probatoire) après la notification de démarrage et vers la fin de la période contractuelle.

Le candidat retenu devra être disponible immédiatement au lieu de travail Maroua et disposé à couvrir toute la région de l'Extrême-Nord.

V. CRITERES D'EVALUATION

Les dossiers de candidatures seront évalués sur la base de l'expérience et des qualifications des candidats.

L'évaluation sera réalisée en deux étapes : Une première étape consistant en l'analyse des dossiers suivie d'une deuxième étape consistant à l'audition des candidats aux qualifications pertinentes issus de la première étape.

- Analyse des dossiers de candidatures :

L'analyse des dossiers consistera en une évaluation basée sur :

- ✓ L'éligibilité ;
- ✓ L'expérience du candidat par rapport à la mission ;
- ✓ L'évaluation des compétences.

L'analyse des compétences des candidats sera réalisée à partir de l'interview.

Chaque étape d'évaluation des candidatures représentera 50% de la note finale. Seuls les candidats ayant obtenus 60% de la note de la première étape seront admis à la phase d'interview.

VI. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par mail (PDF) et devront comprendre les documents suivants ;

- Une lettre de motivation détaillée (adressée au Coordonnateur National), faisant ressortir les capacités spécifiques du candidat qui l'aideront à réussir sa mission ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes ;
- Un curriculum vitae (CV) du candidat mettant en exergue les expériences similaires, daté de moins de trois (03) mois, signé et mentionnant ses adresses complètes (boîte postale, téléphone, e-mail etc.) ;
- Des photocopies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications des candidats ;
- Une photocopie de la carte nationale d'identité (CNI).

NB : Aucun dossier physique ne sera reçu à l'UGP ou dans les UCR. Seuls les dossiers électroniques respectant le format ci-dessus indiqué seront évalués.

VII. DISPOSITIONS GENERALES

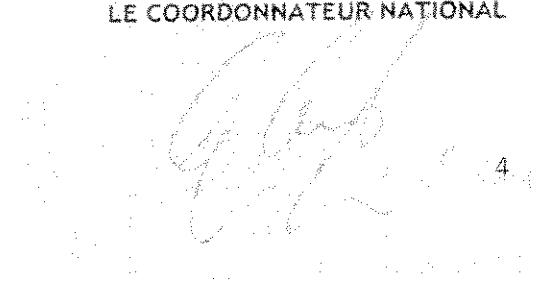
- 1- Les Candidats seront sélectionnés selon la méthode « Sélection de Consultants *Individuels* » telle que décrite dans le paragraphe 7.36 du « Règlement de Passation des Marchés pour Les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement » 7^e édition, révisée en septembre 2023
- 2- Les dossiers de candidatures rédigés en français ou en anglais doivent être envoyés exclusivement par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours à compter de la date de publication du présent Avis, avec pour objet :

AVIS A SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET
N° 005/ASMI/MINDDEVEL/PROLOG/UGP/SPM/CA-SPM/2026 DU 05-07-2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN EXPERT SOCIAL AU SEIN DE L'UNITE DE COORDINATION REGIONALE (UCR) DE L'EXTREME-NORD DU PROJET GOUVERNANCE LOCALE ET COMMUNAUTES RESILIENTES.

Adresses courrier électronique :

- ASMI@minddevel.org
- ASMI@prolog.org
- ASMI@spm.org

Yaoundé le 05/07/2025
LE COORDONNATEUR NATIONAL


4

- Supervise, in liaison with the Regional Environmental Expert and the PCU, the execution of the **Environmental and Social Management Framework (ESMF)**, **Labor Management Procedures (LMP)**, **Stakeholder Engagement Plan (SEP)**, **Grievance Redress Mechanism (GRM)**, and **Resettlement Policy Framework (RPF)** ;
- Update or prepare, discuss, adopt, disclose, and implement any social management plan and/or any other instrument required for each Project activity based on the screening process, in accordance with the regulations in force in Cameroon and World Bank Group social directives ;
- Ensure the screening of projects/sub-projects in close collaboration with the Environmental Safeguards Specialist to determine if they integrate the social mechanisms provided for in the project and/or involve the preparation of a **Resettlement Action Plan (RAP)** ;
- Prepare, where applicable, the **Terms of Reference (ToR)** for the development of social safeguard studies and instruments, in liaison with the Environmental Expert ;
- Identify, where applicable, disadvantaged and marginalized groups (women, youth, refugees, internally displaced persons, the elderly, persons with disabilities, etc.) and formulate specific support to be provided within the project's intervention areas ;
- Serve as the project interface with the regional offices of technical Ministries involved in the project and administrations/organizations involved in managing social aspects ;
- Coordinate the monitoring of social performance indicators for sub-projects based on the evolution of issues within the Project areas ;
- Supervise, in collaboration with the Environmental Expert and other partners, grievance management within the various Grievance Redress Committees established at the regional (Regional Council and RCU), local (within Municipalities), and community (designated focal points) levels ;
- Ensure that the project's grievance management system is widely publicized and functional (in receiving and adequately processing complaints) and report the system's results to project coordination, monitoring and evaluation experts, and donors ;
- Report without delay any Project-related incident or accident that has and/or is likely to have serious social consequences for affected communities, the public, or workers, particularly any serious Project-related accidents ;
- Ensure that potential suppliers and service providers of the project provide monthly monitoring reports to the **Regional Coordination Unit (RCU)**, covering both technical activities and OHSE (Occupational Health, Safety, and Environmental) aspects ;
- Perform without delay any other administrative and management tasks related to his/her duties as assigned by the Regional Coordinator or by the safeguard experts of the **Project Coordination Unit (PCU)**.

2) Annual Work Plan and Budget (AWPB) Implementation

- Ensure that social issues are integrated into the Operational Work Plan of the Regional Coordination Unit;
- Participate in the consolidated evaluation of the RCU's Operational Work Plan at the end of each quarter.

3) Social Oversight and Monitoring

- Ensure compliance with **World Bank Environmental and Social Standards**, as well as national legislation regarding social and gender issues during studies conducted as part of PROLOG implementation at the regional level;
- Identify potential social impacts not sufficiently identified or addressed by project managers, Local Authorities (CTD/CREP), or contractors, and provide mitigation measures;
- Support the RCU in validating social safeguard documents (conducted by independent consultants) in collaboration with the Environmental Officer and relevant administrations ;
- Ensure the integration of social requirements into **Bidding Documents (BD)** and/or Requests for Quotations (RFQ), as well as into service provider contracts;
- Ensure the integration of social mitigation measures and their costing into sub-project budgets during the preparation of Bidding Documents ;
- Conduct field supervision missions to assess and evaluate the effective application of safeguard measures contained in **Environmental and Social Management Plans (ESMP)**, **Environmental and Social Clauses (ESC)**, **Health and Safety Plans (HSP)**, Emergency Response Plans, etc. ;
- Contribute to the technical preparation of World Bank supervision and review missions and meet the requirements set forth in the related aide-memoires ;
- Participate in the validation of monthly social reports from project managers.

4) Production of Reports / Expected Deliverables

- Produce quarterly reports on the Project's environmental and social performance at the RCU level, in collaboration with the Environmental Officer ;
- Review sub-project social monitoring reports produced by contractors ;

- Develop an alert system and bring to the RCU Coordinator's attention any delays in the implementation of reports prescribed by social safeguard instruments ;
- Verify and monitor the implementation of conditions and obligations related to site restoration in contractual documents ;
- Monitor and evaluate the performance of institutional actors regarding social aspects.

III. CANDIDATE PROFILE

REQUIRED QUALIFICATIONS AND EXPERIENCE

- Hold a Master's degree (Master 2 / BAC + 5) in Social Sciences, Local Social Development, Governance, or any other related discipline ;
- Justify at least five (05) years of relevant professional experience in managing social issues, particularly in rural development activities based on participatory approaches, environmental analysis, women's empowerment, youth employment, and the inclusion of vulnerable groups, etc. ;
- Have solid knowledge and at least three (03) years of experience in development projects implemented in accordance with World Bank safeguard policies, World Bank Environmental and Social Performance Standards, or those of any other international donor or development institution (AfDB, EIB, AFD, etc.) and social directives ;
- Have completed the online training on the World Bank's New Environmental and Social Framework (ESF);
- Experience in the analysis and management of social risks and impacts ;
- Be familiar with national and international legal texts applicable to social safeguards ;
- Experience in the governance and local development sector ;
- Proficiency in standard IT tools (Word, Excel, PowerPoint, Internet, etc.) ;
- Willingness and ability to work in the field ;
- Ability to work in a team and under pressure ;
- Perfect command of French (spoken and written) and the ability to communicate satisfactorily in English;
- Strong writing skills, experience in conducting public consultations, and the ability to express oneself and report in a simple and clear manner on issues related to the integration of youth and disadvantaged groups ;
- Good understanding of the concepts of social cohesion, social contract, and the social inclusion of vulnerable groups in project implementation;
- Excellent knowledge of the Cameroonian rural environment and the ability to travel to remote areas of the country.

Assets :

- Proficiency in popular local languages (Fulfulde, Arabic, etc.) ;
- Experience in infrastructure projects ;
- Experience in gender issues and social inclusion.

IV. CONTRACT DURATION AND DUTY STATION

The successful candidate will be recruited on a fixed-term contract in accordance with the provisions of Decree No. 2021/7341/PM of October 13, 2024, laying down the rules governing the creation, organization, and functioning of development programs and projects. The contract duration will be two (02) years, potentially renewable for the duration of the project, with a four (04) month probationary period. Renewal shall only occur if the service record is satisfactory to both the Project and the World Bank.

The performance evaluation of each recruited consultant will be conducted annually based on performance contracts including predetermined result indicators. This evaluation will take place starting from the 4th month (end of the probationary period) following the commencement notice and towards the end of the contractual period.

The successful candidate must be available immediately at the workplace in Maroua and willing to cover the entire Far North region.

V. EVALUATION CRITERIA

Applications will be evaluated based on the candidates' experience and qualifications.

The evaluation will be carried out in two stages : The first stage will consist of an application review, followed by a second stage consisting of an interview for candidates with relevant qualifications from the first stage.

- Application Review: The application review will consist of an evaluation based on :
 - Eligibility ;
 - The candidate's experience related to the assignment;

- Skills assessment.

The assessment of candidates' skills will be conducted during the interview.

Each evaluation stage will represent 50% of the final score. Only candidates who obtain 60% of the score from the first stage will be admitted to the interview phase.

VI. APPLICATION PACKAGE CONTENTS

Applications must be sent by email (PDF) and must include the following documents :

- A detailed cover letter (addressed to the National Coordinator), highlighting the candidate's specific abilities that will contribute to the success of the assignment and collaboration with key stakeholders ;
- A candidate's Curriculum Vitae (CV) highlighting similar experiences, dated within the last three (03) months, signed, and providing full contact details (P.O. Box, telephone, email, etc.) ;
- Photocopies of diplomas, work certificates and/or testimonials, and any other documents demonstrating the candidate's skills/qualifications ;
- A photocopy of the National Identity Card (NIC).

N.B. : No physical applications will be accepted at the PCU or the RCUs. Only electronic applications complying with the format indicated above will be evaluated.

VII. GENERAL PROVISIONS

- 1- Candidates will be selected using the "Selection of Individual Consultants" method as described in paragraph 7.36 of the "Procurement Regulations for IPF Borrowers," 7th edition, revised in September 2025.
- 2- Applications written in French or English must be sent exclusively by email no later than fourteen (14) days from the date of publication of this Notice, with the subject line :

REQUEST FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. 001/REOI/MINDDEVEL/PROLOG/PCU/SPM/CA-SPM/2026 OF 001
FOR THE RECRUITMENT OF A SOCIAL EXPERT WITHIN THE REGIONAL COORDINATION UNIT (RCU) OF THE FAR NORTH FOR THE LOCAL GOVERNANCE AND RESILIENT COMMUNITIES PROJECT.

Email addresses :

- * info@minddevel.org
- * procurement@minddevel.org
- * rcu.far.north@minddevel.org

Yaoundé, on the 27th of May 2025

THE NATIONAL COORDINATOR

